

Agir localement, penser globalement : slogan mythique ou réalité opérationnelle ?*

DOMINIQUE VOYNET

Tout d'abord, je voudrais vous faire part de deux interrogations qui sont nées de la lecture assidue du programme (voir encadré). Première interrogation, c'est la démarche même des organisateurs qui proposent comme premier thème « L'écologie scientifique comme un fait » et comme second thème « Existe-t-il une écologie politique ? »

Moi je dirais qu'en tant que politique, je m'étonne qu'on ne se soit pas posé la question de savoir s'il existe une écologie scientifique ou des écologies scientifiques. L'a priori dans la démarche, en tout cas, ne me paraît pas complètement dénuée d'ambiguïté.

Cela dit, évidemment, je suis à la frontière de l'humour en faisant cette remarque. Simplement, j'ai bien noté, dans la présentation de ces Journées, que la crainte qui était exprimée, pas seulement en filigrane, était bien celle du brouillage de l'image et de la perte de crédibilité de l'écologie scientifique, d'une part par implication avec le politique mais aussi par déformation parascientifique. Soulignons qu'on ne peut pas se contenter de faire allusion à la matière ou aux affirmations hasardeuses, aux extrapolations réductrices et aux scénarios catastrophistes qui ont été véhiculés par certains écologistes politiques au tout début de leur histoire ; ça fait quand même bien longtemps qu'on ne parle plus de chutes d'avion sur les centrales nucléaires ou de courbes de croissance démographiques tellement alarmantes que nous aurions à nous battre, comme c'est décrit dans certaines bandes dessinées, pour de l'eau ou pour du blé. Même si la réalité dépasse parfois la fiction, il nous faut quand même reconnaître que le mouvement écologiste, dans son ensemble, a su éviter depuis des années les simplifications réductrices.

Je pense tout particulièrement à la façon dont nous avons géré notre campagne contre les essais nucléaires français. Nous avons pris beaucoup de précautions pour ne pas accorder du crédit ou donner de l'audience à des éléments que nous ne pouvions pas vérifier sur le plan scientifique, notamment tout ce qui concernait les conditions de la dégradation éventuelle des atolls par les essais nucléaires ; contre-exemple que j'ai envie de donner aussi, le travail remarquable de rigueur scientifique, qui a été fait par des écologistes politiques avec l'appui tacite de certains services de l'État pour démontrer les affirmations complètement fantaisistes des promoteurs du canal Rhin-Rhône à grand gabarit qui affichaient des perspectives de création d'emplois et des taux de rentabilité complètement farfelus.

Je crois qu'il faut quand même ajouter d'autres éléments de perte de crédibilité de l'écologie scientifique au cours des dernières années. Je pense par exemple au risque de l'écologie profonde qui a été

dénoncé par Luc Ferry avec des arrière-pensées qui ne sont évidemment pas les miennes.

Cette écologie profonde s'est beaucoup développée dans certains pays, notamment l'Amérique du Nord, avec une mystique païenne qui relativise la place de l'être humain dans la nature ou qui exacerbe certains des rôles sociaux traditionnels ; je pense par exemple à l'exacerbation de solidarité au sein de la tribu qui constitue en fait un isolement par rapport au reste de la société ; je pense aussi à la façon dont les rôles féminins, masculins sont figés par les tenants de cette écologie profonde.

Mais je mettrai sur le même plan une autre dérive aussi dangereuse dans ses excès que celle de l'écologie profonde, qui est celle de l'écologie scientifique telle qu'elle a pu par exemple s'exprimer dans l'appel de Heidelberg, avec des gens qui aspiraient à des activités scientifiques et qui considéraient finalement, comme s'il ne s'était rien passé depuis trente ans, qu'il existait une réponse scientifique à chacun des problèmes nouveaux qui nous étaient posés et que finalement tous ceux qui pensaient déclinier les rapports de la science en les confrontant au filtre du réel, étaient des gens qui étaient suspects.

Cela dit, j'en viens à mon sujet, celui que j'avais choisi il y a six mois à une époque où j'étais comme beaucoup, complètement exaspérée par ce que je sentais se dessiner dans mes relations avec les autres, à savoir une décrédibilisation du politique qui paraissait excessive et qui, en tout cas, donnait beaucoup d'espace aux plus démagogues, aux plus populistes et notamment aux extrémistes de droite, alors que l'engagement associatif est systématiquement survalorisé en faisant abstraction des problèmes qui sont effectivement posés.

Est-ce que nous nous illusionnons sur le fait que la quasi-totalité des luttes locales contre le passage d'une bretelle d'autoroute, contre l'ouverture d'une station de tri ou de collecte des déchets sont autre chose que des luttes dont le point de départ est égoïste, ponctuel, dans le temps, dans l'espace et dans la tête des gens ? Est-ce que nous refusons de voir tous les enjeux de pouvoir qui mobilisent une bonne part des énergies dans le secteur associatif ?

Je pense qu'il faut être conscient du danger qu'il y aurait à développer le mythe des vilains politiques avides de pouvoir et avides de manipuler les cerveaux des gens et des bons associatifs qui travaillent généralement dans le sens de l'intérêt collectif.

Mais depuis, j'ai un peu bougé par rapport à ce sujet de départ, qui était quand même plus un sujet de réaction et de colère, peut-être lié au score médiocre des élections présidentielles, et je voudrais, en fait, davantage répondre aux thèmes qui ont été suggérés pour

DOMINIQUE VOYNET
était alors porte-parole
des Verts.

55

NATURES
SCIENCES
SOCIÉTÉS
1997

LIBRES OPINIONS

* Intervention faite lors des Journées 1995 de l'association Natures Sciences Sociétés sur le thème « Écologie et politique ».

ce colloque, notamment pour essayer de préciser les rapports de l'écologie scientifique et de l'écologie politique.

En tant qu'écologiste politique dépourvue de toute culture scientifique, si ce n'est dans l'étroit cadre de la pratique professionnelle, il m'est impossible de nier le rôle joué par l'écologie scientifique dans l'émergence de l'écologie politique, mais je dirais qu'il est double, à la fois en positif et en négatif : en positif, parce que l'écologie scientifique nous a offert des instruments pour envisager avec un œil neuf les rapports du local et du global, pour finalement penser différemment les problèmes ; mais en négatif aussi parce que l'écologie scientifique s'est montrée incapable d'émettre des signes suffisamment forts et crédibles pour susciter une prise en compte par les dominants, qu'il s'agisse des appareils politiques, des institutions, des administrations, notamment en raison de la dissonance des messages, mais aussi des doutes exprimés, doutes qui sont tout à fait légitimes dans le cadre d'une démarche scientifique, c'est normal qu'on n'affirme pas des choses sans pouvoir le prouver, sans relativiser en faisant état de la marge d'erreur, mais il est évident que cela a conduit à une prise en compte insuffisante de ces préoccupations que les écologistes politiques ont contribué à populariser.

Donc, si l'écologie scientifique a nourri notre réflexion, nous a fourni des ressources pour penser autrement les problèmes, nous a permis par exemple d'intégrer à notre réflexion la notion même d'écosystèmes, l'attention à l'interdépendance des formes de vie, la prise en compte de la finitude de la planète et des ressources, la prise en compte aussi des effets à long terme des actes que nous posons aujourd'hui et donc la place des générations futures, je crois qu'elle a surtout permis d'élargir le champ de vision de l'écologie politique par rapport aux représentations politiques traditionnelles qui se refusaient obstinément à la prendre en compte. Mais on ne peut considérer pour autant que l'écologie politique puisse se réduire à un nouveau scientisme. Il y a eu, d'après certains, la science bourgeoise, il y a eu la science prolétarienne ; il n'y a pas eu à mon sens de science écolocitoyenne à ce jour.

Simplement parce que l'écologie politique, à mon sens, ne constitue pas simplement un déplacement dans l'ordre des contraintes et des priorités, je crois qu'il faut rappeler qu'elle élargit les problématiques de l'écologie dans d'autres dimensions, dans d'autres directions. On n'est pas amené, en effet, à partir de la notion d'interdépendance, de complexité, de stabilité des écosystèmes, à penser les relations entre la vie elle-même et les autres formes de vie, mais aussi bien sûr, au sein de la vie humaine à penser les interdépendances sociales. C'est la question du lien social que nous avons été amenés à poser ces dernières années et donc la question de la justice sociale, la question des injustices et des conflits, la question des luttes collectives qui permettent de les contrecarrer.

L'écologie politique aujourd'hui est forcément une écologie sociale. D'ailleurs, j'ai eu l'occasion de le dire à quelques personnes ici, je ressens personnellement une certaine gêne à disserter au moment où se déroule une grande manifestation qui a du sens pour

nous ou du moins si elle n'a pas le sens qu'on aimerait, à laquelle notre présence aujourd'hui peut permettre de donner un autre sens ou d'enrichir en tout cas le sens actuel¹.

Le moment me paraît venu dans cette intervention de revenir quand même à cette idée, penser globalement, agir localement. Parce qu'elle continue à bien résumer la démarche des écologistes politiques aujourd'hui. Pour beaucoup, penser globalement, agir localement était avant tout une démarche scientifique.

Penser la complexité, l'interdépendance et puis ensuite décliner sur le terrain à partir de son propre travail. Pour nous, cela a été avant tout une démarche de citoyenneté, ce qui d'ailleurs nous conduira tout à l'heure à proposer l'inversion des termes, à savoir aussi bien penser localement, agir globalement que dans certains cas dissocier ces termes. L'idée, c'est vraiment de mettre en avant dans la démarche notre responsabilité à la fois individuelle et collective, mais au sens où Hans Jonas le disait : « Agis de façon à ce que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre ». Donc il y a à la fois la nécessité d'avoir conscience de l'impact sur les grands équilibres des actions de chacun, individu ou groupe humain, mais aussi la nécessité d'agir là où on est, c'est à dire de changer son regard, ses comportements, ses pratiques en tant qu'individu et en tant que groupe sans attendre une hypothétique modification des règles du jeu au sein d'institutions dont, en tant que personne, on ne maîtrise pas les rythmes et les priorités.

Je pense d'ailleurs que l'essentiel n'est pas dans le résultat, même si on peut se réjouir ça et là de voir se construire une microcentrale solaire, une coopérative biologique, une crèche parentale, que sais-je... Même si on réussit à empêcher la construction d'un réseau autoroutier ou d'une industrie polluante, je crois que l'essentiel est dans la démarche active, mobilisée, citoyenne de gens qui se prennent en charge et qui acceptent d'être à la fois complètement autonomes et responsables.

En ce sens, l'écologie politique me paraît être avant tout une tentative de réinventer la politique et là, je crois qu'on est bien forcés de dissocier complètement la démarche de l'écologue et la démarche du politique : l'écologue qui prétend à l'étude et à la connaissance de la globalité et de la complexité à un moment donné et dans le temps et le politique qui prend ses décisions en fonction des contraintes, sans outils adaptés pour retraduire les données scientifiques et les exposer, en mettant en évidence les enjeux de façon non manipulatoire sous la contrainte de l'opinion et des valeurs qu'elle choisit de prioriser à un moment donné ; sans oublier la puissance d'un élément d'autocensure qui me paraît évident, même si c'est un petit peu honteux de le rappeler, qui est le temps du mandat, c'est à dire la difficulté à se projeter dans le temps.

Il est évident que la part de délibérations, de contingent, de choix, d'incertain, est beaucoup plus importante dans les décisions politiques et partant, la satisfaction intellectuelle est beaucoup moins grande aussi que dans la démarche scientifique ; c'est quelque chose que j'ai pris l'habitude d'intégrer complètement

¹ Il y eut, en décembre 1995, une grève des transports en commun qui paralysa la France pendant quelques semaines.

Journées NSS 1995 « Écologie et politique » – Texte de réflexion

Toutes les sciences, lors de leur émergence ou à certains moments de leur développement, ont eu affaire au monde politique, si ce n'est clairement au pouvoir politique. Il n'y a rien d'étonnant à cela puisque les connaissances scientifiques constituent une part avancée de notre savoir et, de plus en plus souvent, une base de notre savoir-faire : ainsi la culture scientifique participe de plus en plus de notre culture et l'utilisation des résultats de la recherche scientifique est un des leviers décisifs des transformations économiques et sociales.

En outre aujourd'hui la plupart des activités de recherche scientifique et technique dépendent du pouvoir politique, qui décide de la répartition des efforts et de la vitesse d'avancement des différents chapitres de la science par le jeu des moyens matériels qu'il accorde et distribue sur programmes de façon inégale : la politique de la recherche est une réalité, elle n'est niée que par ceux qui en profitent.

L'écologie et le politique : une rencontre autour des systèmes complexes

L'écologie, en tant que science, n'échappe évidemment pas à ces mécanismes. Les relations entre écologie et politique ont des raisons spécifiques supplémentaires d'être très étroites, et par conséquent tendues, si ce n'est tumultueuses. L'écologie est une science qui s'intéresse aux systèmes biologiques et qui prétend les étudier sans les fragmenter ; elle cherche, et commence à comprendre comment fonctionnent des systèmes réels. Et c'est là qu'elle se confronte au politique, qui par définition gère de tels systèmes. La plupart des autres disciplines scientifiques, en effet, connaissent parfaitement des parties de ces systèmes, mais des parties seulement. L'écologie, lui, pense la forêt, les grands fleuves, les ressources énergétiques ; il pense la ville, l'exploitation agricole, etc. Il a donc son point de vue sur des entités, à propos desquels le politique a précisément des décisions à prendre.

Une autre raison de ces relations étroites entre l'écologie et le politique provient d'une confusion : de l'écologie à l'environnement, il semble qu'il n'y ait qu'un pas et le grand public qui s'intéresse à juste titre à son environnement passe de manière implicite d'un domaine d'activité scientifique et technique – qui plus est à forte charge de sensibilité sociale – celui de l'environnement, à une science particulière, l'écologie (qui apporte sa contribution à ce domaine).

Ces relations particulières de l'écologie avec le politique conduisent à s'intéresser de près aux fondements même de l'écologie scientifique, à ses rapports avec l'écologie politique, ainsi qu'aux sollicitations nouvelles dont elle est l'objet : l'expertise et l'ingénierie écologiques.

Discours scientifique ou discours naturaliste ?

L'écologie a beaucoup pâti – et continue de pâtir – de son implication avec le politique. L'écologisme en particulier lui a porté tort en bien des circonstances. Certaines bonnes intentions mal expliquées ou mal défendues, mais aussi certaines erreurs ou confusions volontaires ont bien failli reléguer l'écologie dans des marécages parascientifiques. Il a fallu toute la rigueur et toute l'opiniâtreté des écologues pour éviter les pièges dans lesquels avaient manqué de tomber la chimie, il y a plus d'un siècle, et l'astronomie, il y a plus longtemps encore.

Il importe de rappeler, pour sortir des malentendus, ce qu'est aujourd'hui l'écologie scientifique. En tant que science, l'écologie est maintenant suffisamment affirmée pour qu'elle puisse expliquer sur la place publique ce qu'elle est, ce que ses chercheurs font, ce qu'ils connaissent réellement, ce que sont les limites de leurs compétences, en quoi elle est complémentaire d'autres sciences orientées vers l'étude du vivant et de sa gestion par les sociétés humaines.

La construction sociale des faits scientifiques, en revanche, est rarement reconnue comme une démarche légitime de formulation des problèmes par beaucoup d'écologues, qui s'appuient eux aussi sur la séparation classique entre la science et le monde social. Ils se réjouissent pourtant des « mises en scène » politiques qui légitiment leur existence et leurs moyens de travail et qui, telle la conférence de Rio, deviennent de véritables forums au sein desquels une science peut construire sa crédibilité scientifique et sociale. Ne s'agit-il pas alors d'une certaine naïveté épistémologique que d'avoir piétinement accompagné ce mouvement, en laissant une certaine confusion s'installer entre discours scientifique et discours naturaliste ? L'écologie s'est-elle bien donnée les moyens d'une analyse scientifique de la construction sociale des questions nouvelles suscitées par les problèmes d'environnement et de leur contribution à de nouvelles orientations de réflexion et d'action en termes politiques ? Peut-elle participer à ce débat, sans l'exigence d'une approche interdisciplinaire et d'un regard porté sur les conditions d'émergence et la signification sociale des problèmes posés ?

Peut-on dire alors que les idées qui étaient à la base de l'écologie politique, au sens que ce terme a pris à partir de la fin des années soixante, font désormais partie du passé ? Peut-on faire l'impasse sur les questions de société que soulevait cette écologie politique ou sur celles que l'évolution actuelle des sociétés humaines, au niveau planétaire désormais, soulève ou soulèvera ? Peut-on passer sous silence la quête démocratique qui s'exprime à travers l'appel à l'écologie ?

Une place pour l'expertise et l'ingénierie écologiques ?

Une autre voie semble s'imposer, qui relève d'un schéma classique de « solutions » strictement techniques. Le message écologiste en effet s'est introduit dans les politiques de préservation de l'environnement, elles-mêmes prises en charge par les partis politiques et les gouvernements en place au gré des fluctuations des opinions et des événements, en particulier des « catastrophes » ; quant au recours à l'écologue, il prend, de ce fait, de plus en plus la forme de l'expertise et de l'appel à l'innovation technique. Entrerait-on alors dans une période dans laquelle l'écologie aurait à accumuler les connaissances nécessaires à la prise de décision dans des domaines techniques et à l'action directe elle-même, à travers une « ingénierie écologique », qui reste d'ailleurs largement à inventer ?

Une telle démarche n'aurait-elle pas un côté paradoxal ? La production de connaissances en écologie n'est-elle pas en effet fondée sur des paradigmes tournés vers la compréhension des phénomènes et non pas vers l'action ? On peut comparer, ici, la construction de la science écologique, en milieu universitaire et académique, à celle des sciences agronomiques, issues, elles, d'une demande de praticiens et délibérément tournées, au moins à l'origine, vers l'action concrète et la production de techniques. D'une certaine manière, l'écologie se distingue des sciences expérimentales de laboratoire et se rapproche des sciences sociales, sciences empiriques orientées vers la description du monde. Bien qu'à la différence de celles-ci l'écologie use d'un arsenal technique d'acquisition de données (forte instrumentation, plans d'échantillonnage), elle peut être suspectée d'être plus conjecturale que réfutable (au sens poppérien). Et de ce fait l'examen des fondements scientifiques de l'écologie et des sciences sociales ne conduit-il pas à s'interroger sur les rapports entre connaissance et action, et sur l'action elle-même ?

Faire le point sur ces différentes questions est indispensable, tant les confusions et les malentendus prolifèrent dans un contexte qui les favorise. Comment prendre en compte les attentes, les exigences et les inquiétudes sociétales, dans la clarté et la rigueur ? On peut, en abordant ces questions, contribuer à clarifier le débat sur l'écologie scientifique, sur la façon dont elle est apte ou non à prendre en charge les questions de société et, par là même, sur ses rapports avec les sciences de la société et avec la, mais aussi avec le politique.

À travers ces clarifications, on peut aussi espérer mieux définir les rapports entre démarches scientifiques, représentations sociales d'un environnement discuté (car discutable) et action politique ; en un mot rendre plus claire la contribution de la science au débat démocratique. *Natures Sciences Sociétés* s'attaque cette année à un sujet difficile, original et sans nul doute d'actualité.

à ma façon de travailler, c'est à dire que la frustration est une partie intégrante de notre travail de politique, puisque en fait on est toujours dans la négociation du compromis sans être jamais certain, parce qu'on travaille aussi, on tente de le faire en tout cas sur le long terme, sans être jamais bien certain d'avoir dissocié ce qui relevait du compromis négocié au sein d'une société et de la compromission et, malheureusement, on n'a jamais été en situation de prendre des responsabilités à un niveau tel qu'on puisse vérifier la validité de nos hypothèses dans ce cadre-là.

Alors, à ce stade, et pour terminer, je voudrais quand même préciser les attentes des écologistes politiques à l'égard des écologistes scientifiques en pointant tout d'abord un certain nombre de zones de conflits.

Tout d'abord, pour dire qu'il me semble que les écologistes scientifiques devraient prendre garde à leur tendance à biologiser l'ensemble des rapports sociaux. Je pense que c'est quelque chose qui est insuffisamment pris en compte par des gens qui ont une prétention et une démarche scientifiques et qui, comme c'est très bien dit dans l'invitation à ce colloque, n'ont pas encore une habitude suffisamment longue et intense des confrontations sociales. Je pense qu'ils devraient aussi se garder de la tendance à considérer qu'il existe

une réponse scientifique à tout problème, cela reste encore très présent, je pense notamment à la façon dont nous sommes amenés à répondre à des études d'impact qui examinent très bien l'ensemble des problèmes posés par telle ou telle infrastructure ou tel projet industriel, mais qui finalement ne se posent jamais la question de l'opportunité de l'équipement et qui ne répondent jamais en termes de choix de société et de priorités de société ; ce n'est évidemment pas pour cela qu'on paie des gens qui rédigent les études d'impact, mais en même temps, cela m'interpelle toujours un petit peu de voir que, même dans un bref chapitre d'introduction, les auteurs ne se permettent pas de poser ce genre de problèmes. Et puis, troisième méfiance : la tendance des écolos scientifiques à éluder la question du pouvoir qui est quand même absolument fondamentale dans leur travail et le mien.

Je termine donc en disant que, pour passer de la connaissance à l'action, j'attends des écologistes scientifiques qu'ils aident à ma décision mais aussi ensuite, une fois que la décision est prise, qu'ils aident à la mise au point et à l'utilisation d'outils d'évaluation permanents, outils d'évaluation scientifique mais aussi outils d'évaluation sociale tirant le meilleur parti d'une approche multidisciplinaire des problèmes.